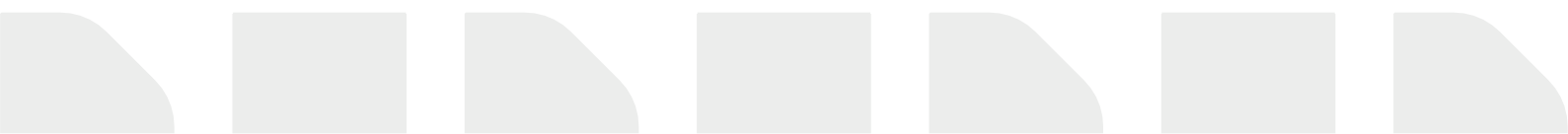




Temps Forts des Engagements en Plaidoyer de l'IPPF ARO -Union Africaine

Janvier-Mai 2026



BUT

Le but des Temps forts des Engagements de Plaidoyer pour l'IPPF ARO est de fournir un aperçu concis et stratégique des principales réalisations, des priorités et des impacts de la région en matière de plaidoyer. Ces temps forts servent à renforcer la visibilité, à informer les partenaires et donateurs, à soutenir l'engagement fondé sur des preuves auprès des décideurs politiques, et à démontrer le leadership de l'IPPF ARO dans l'avancement de la santé et des droits sexuels et reproductifs à travers la région. Ils veillent à ce que les progrès critiques, les défis et les opportunités soient clairement communiqués afin d'orienter les efforts de plaidoyer en cours et de mobiliser un soutien continu à l'égard de l'agenda régional.



Le Sommet de l'Union Africaine

Le Sommet de l'Union africaine (UA) est la plus haute instance décisionnelle de l'Union africaine, réunissant les chefs d'État et de gouvernement, les hauts responsables politiques et les dirigeants régionaux pour délibérer sur les questions politiques, économiques et sociales les plus urgentes du continent. Organisé chaque année au siège de l'UA à Addis-Abeba, en Éthiopie, ce Sommet sert de plateforme pour façonner l'agenda collectif de l'Afrique, renforcer l'intégration régionale et faire progresser la vision à long terme de l'UA dans le cadre de l'Agenda 2063.

Chaque année, le Sommet est organisé autour d'un thème spécifique reflétant les priorités émergentes du continent, notamment la paix et la sécurité, la résilience climatique, les réformes de gouvernance, la transformation économique et le développement inclusif.

But du Sommet

Le Sommet de l'UA constitue un forum stratégique pour les États membres pour :

- Examiner les progrès continentaux concernant les programmes phares et les cadres politiques, y compris l'Agenda 2063 et ses objectifs de développement associés.
- Aborder les défis de la paix et de la sécurité, y compris les conflits au Soudan, en République démocratique du Congo, au Sahel et dans la Corne de l'Afrique.
- Faire avancer les réformes institutionnelles visant à renforcer les organes de l'UA, à accroître l'autonomie financière et à améliorer les processus de gouvernance.
- Coordonner les positions communes sur des questions mondiales telles que la justice climatique, les réformes financières mondiales et la représentation de l'Afrique dans les institutions multilatérales.
- Promouvoir un développement inclusif, notamment dans des domaines tels que l'autonomisation des jeunes, l'égalité des sexes, le renforcement des systèmes de santé et la résilience climatique.

Structure du Sommet

Le Sommet de l'UA comprend généralement une séquence de réunions de haut niveau :

1. Comité des représentants permanents (COREP)– Examine les rapports techniques et prépare l'ordre du jour.
2. Conseil exécutif (session ministérielle) – Les ministres des affaires étrangères et autres affinent les recommandations politiques.
3. Assemblée des chefs d'État et de gouvernement – Le principal sommet où les dirigeants adoptent des décisions, des déclarations et des cadres qui guident l'action continentale.

Cette structure garantit que les décisions politiques reposent à la fois sur une expertise technique et sur un consensus politique.

Derniers Développements Sommet de l'UA Février 2026

Le 39e Sommet de l'UA, tenu en février 2026 à Addis-Abeba, s'est concentré sur le thème : « *Assurer une disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063* ».

Les développements clés comprenaient :

- L'élection du président de l'Union (Burundi) en 2026 marquait un regain de volonté de solidarité africaine, d'indépendance financière et de réforme institutionnelle

- L'Union africaine a nommé la présidente Samia Suluhu Hassan championne de l'UA pour la santé reproductive, maternelle et infantile. L'objectif principal est de promouvoir et d'accroître les investissements durables des pays membres de l'UA dans le secteur de la santé, en reconnaissant qu'une santé maternelle et infantile de qualité est essentielle au développement social et économique et constitue un pilier crucial dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Afrique
- Appelle à un multilatéralisme renforcé et à des réformes de la gouvernance mondiale, y compris la pression en faveur de sièges africains permanents au Conseil de sécurité de l'ONU, comme l'a souligné le Secrétaire général de l'ONU.
- Une attention accrue portée aux attentes des jeunes, répondant au mécontentement croissant à travers le continent concernant la gouvernance, les difficultés économiques et la représentation politique.

Ces développements soulignent le rôle évolutif du Sommet de l'UA en tant que plateforme à la fois continentale et mondiale pour façonner l'avenir de l'Afrique.



Engagements de l'IPPF (1)

- 8 représentants de la jeunesse de l'AM de l'IPPF, FGAE, étaient présents à la 15e formation de plaidoyer des jeunes femmes GIMAC, tenue avant la 42e Pré-sommet du Réseau GIMAC. L'objectif était de former les jeunes, en particulier les jeunes femmes, aux processus décisionnels de l'UA et aux négociations, au thème de l'eau et de l'assainissement de l'UA 2026, à Africa Water Vision 2063, ainsi qu'au Nexus eau, énergie, alimentation et écosystèmes, leur permettant de s'engager de manière éclairée dans les espaces de gouvernance de l'eau, à l'échelle continentale et nationale. Il visait également à développer les compétences des jeunes en plaidoyer sensible au genre, notamment l'analyse des politiques, le développement des messages et l'intégration des droits des jeunes femmes, de la résilience climatique et de la justice économique, avec des stratégies ou des messages de plaidoyer dirigés par les jeunes, alimentant directement le Document de Résultat GIMAC et les plateformes politiques de l'UA.



- L'IPPF ARO a participé à une discussion sur l'intégration de l'accès à l'eau, l'assainissement, et l'hygiène (WASH) sensibles au genre dans les DSSR par le renforcement du plaidoyer et de la responsabilité en Afrique, où le message clé de plaidoyer suivant a été partagé : un WASH sûr et sensible au genre est un prérequis pour des services efficaces de DSSR, un WASH sensible au genre réduit les risques de VSBG et améliore la dignité, le WASH doit être intégré à la protection, La préparation et investissement humanitaire dans le WASH représentent l'investissement en matière de DSSR, c'est investir dans l'égalité des sexes.
- L'IPPF ARO a pris la parole lors de la plénière pré-sommet du 42e Réseau GIMAC pour souligner que garantir un WASH sensible au genre dans les politiques et programmes du DSSR n'est pas seulement une priorité de développement, mais aussi un impératif fondamental des droits de l'homme. À travers l'Afrique, les femmes, les filles et les communautés marginalisées continuent de faire face à des risques sanitaires évitables, à la violence et aux inégalités, car le WASH reste insuffisamment intégré aux cadres de DSSR. Nous ne pouvons pas atteindre le Plan d'action de Maputo, la couverture santé universelle ou les engagements ODD sans placer l'eau, l'assainissement et l'hygiène au cœur de la santé sexuelle et reproductive.
- L'IPPF ARO était également présent lors de la 42e réunion des partenaires du GIMAC, au cours de laquelle les enseignements tirés de la formation et du pré-sommet ont été partagés. Le Secrétariat du Réseau GIMAC a souligné que le Plan Stratégique Quinquennal du Réseau GIMAC sera partagé avec les partenaires afin d'obtenir des retours.
- A veillé à ce que les DSSR, l'autonomisation des femmes dans la gouvernance et le WASH sensible au genre soient inclus dans le Document Final du 42e pré-sommet du GIMAC.

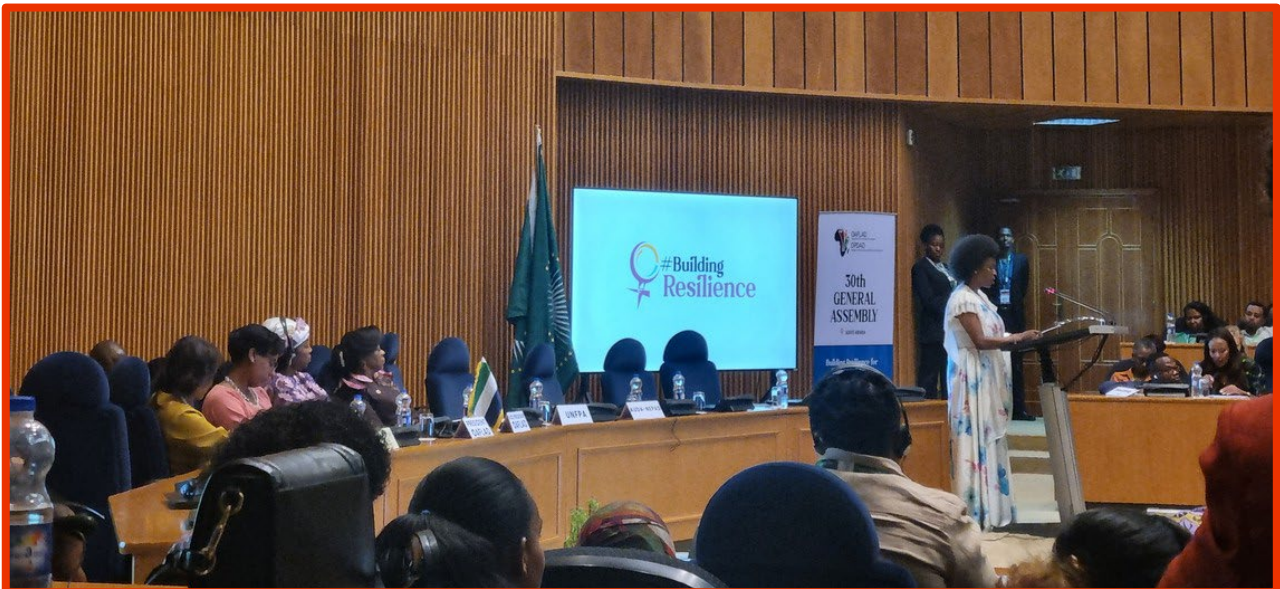
Engagements de l'IPPF (2)



- En marge de la 39e session ordinaire du Sommet de l'Union africaine, la Commission de l'Union africaine a organisé un événement parallèle de haut niveau pour mettre en lumière le rôle transformateur des technologies de santé numérique dans l'accélération des progrès en matière d'amélioration des résultats en santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente (RMNCAH) en Afrique. L'IPPF ARO a participé à l'événement de haut niveau et au lancement officiel du site web de CARMMA Plus : <https://carmmaplus.org/>. Il s'agit d'un site continental conçu pour renforcer la visibilité, la coordination et la responsabilité dans les efforts visant à mettre fin aux décès évitables de mères, de nouveau-nés et d'enfants en Afrique.

- L'IPPF ARO a participé au Réseau des Femmes Leaders Africaines (AWLN). Créé en 2017 en partenariat avec l'Union africaine et les Nations Unies, et soutenu par l'Allemagne via ONU Femmes, le Réseau des Leaders Femmes Africaines est un mouvement continental dédié à la promotion du leadership et de la participation des femmes à la prise de décision. AWLN donne aux femmes les moyens de façonner un avenir équilibré en matière de genre en réunissant, en mobilisant, en plaidant et en renforçant leurs rôles de leadership à tous les niveaux de la société. Il a été souligné que l'AWLN apporte un soutien et promeut la cohésion, le partenariat et les ressources pour les femmes africaines et les organisations féminines existantes, à travers les sections nationales et le Secrétariat, afin qu'elles puissent s'autonomiser stratégiquement et directement à tous les niveaux et construire une Afrique pacifique, inclusive et prospère.
- L'IPPF ARO a participé à l'événement parallèle intitulé « Un dialogue de haut niveau sur le lancement du rapport des champions de l'UA 2025 sur la fin du mariage des enfants et de l'initiative Spotlight Africa Regional Programme 2.0 » : organisé pour lancer officiellement le rapport des champions de l'UA 2025 sur la fin du mariage des enfants en Afrique et le SIARP 2.0 en tant que plateforme continentale coordonnée. Le rapport a marqué une avancée dans l'accélération des efforts collectifs de l'Afrique pour mettre fin au mariage des enfants. L'événement visait à attirer l'attention politique sur l'ampleur, la persistance et le déclin inégal du mariage des enfants à travers l'Afrique, où la prévalence reste élevée et les progrès demeurent insuffisants pour atteindre les objectifs continentaux et mondiaux. Elle visait à mobiliser des hauts dirigeants pour accélérer la mise en œuvre, renforcer l'application des cadres juridiques et politiques, et augmenter les investissements dans les services de prévention, de protection et de réponse pour les femmes et les filles, y compris les enfants à risque de mariage d'enfants, dans le cadre d'efforts plus larges visant à lutter contre les inégalités de genre, à éliminer la violence contre les femmes et les filles et les pratiques nuisibles, et à promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs à travers l'Afrique.

- L'IPPF ARO a assisté à la 30e Assemblée générale de l'Organisation des Premières Dames Africaines pour le Développement (OAFLAD), aux côtés de notre AM, FGAE, qui a réuni les Premières Dames africaines, leurs conseillers et différents partenaires et parties prenantes pour délibérer sur le changement climatique et les conflits comme défis cruciaux auxquels sont confrontées les femmes et les filles en Afrique, et pour élaborer des stratégies de plaidoyer favorisant la protection des femmes, inclusion, et participation aux processus décisionnels.



Engagements de l'IPPF (3)

- Le Forum régional africain sur le développement durable (FRADD) est une plateforme intergouvernementale annuelle et multipartite mandatée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Suite à notre participation, fondée sur un leadership technique et un plaidoyer, menée en étroite collaboration avec l'UNFPA lors de la 12e session du FRADD, notre travail a été reflété dans la Déclaration d'Addis-Abeba sur le renversement de la tendance : Actions transformatives et coordonnées pour l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063.

L'inclusion d'un langage clé marque une étape importante pour notre travail collectif sur l'égalité des sexes, en reliant explicitement les approches sensibles au genre au thème de l'Union africaine sur l'assurance d'une disponibilité durable de l'eau et de systèmes d'assainissement sûrs, afin d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2063. Le texte convenu comprend les engagements suivants :

- (vii) Concevoir des interventions sensibles au genre dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, dirigées par des femmes et des jeunes, fondées sur l'expérience vécue et adaptées aux besoins des jeunes, des femmes, des personnes en situation de handicap et d'autres groupes marginalisés ;
- (viii) Intégrer des interventions en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, sensibles au genre, dans les politiques, les budgets et les normes de santé holistiques, afin de garantir des services d'eau et d'assainissement sûrs, accessibles et dignes pour les femmes, les jeunes, les adolescents et les personnes en situation de handicap.

Ce résultat reflète le plaidoyer soutenu de l'IPPF ARO pour promouvoir la question du genre, le leadership des jeunes et des approches fondées sur les droits au sein des processus politiques continentaux.



- En marge de la 87e session ordinaire de la Commission Africaine des droits de l'homme et des peuples (ACHPR) lors du Forum des ONG en mai 2026, des défenseurs, des décideurs politiques et des personnes, les leaders des droits se sont réunis pour affronter une réalité commune : bien que l'Afrique ait réalisé des progrès significatifs dans l'avancement du secteur sexuel et santé et droits reproductifs (DSSR) et droits des femmes, les gains sont de plus en plus menacés. Le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (ONU HCDH) et l'IPPF ARO ont organisé un panel, grâce au soutien financier de la Fondation Packard et du gouvernement du Luxembourg, sur « Défendre les droits dans des contextes hostiles : attaques contre les acteurs des droits de l'homme faisant progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs dans un espace civique en diminution et dans le contexte de la réaction de genre ». Les panélistes, dont notre AM, avec la directrice exécutive du Réseau de santé reproductive Kenya (RHNK), ont examiné à la fois la nature de la réaction négative actuelle et les stratégies qui se sont révélées efficaces pour défendre des droits durement mérités : <https://africa.ippf.org/blogs/standing-firm-srhr-and-womens-droits-a-mi-croissant-contre-bâton-87e-achpr>

